

**ADAPTATION FUND****FONDS POUR L'ADAPTATION**

18 juin 2009

CONSEIL DU FONDS POUR L'ADAPTATION

Sixième réunion
Bonn, 15-17 juin 2009

**RAPPORT DE LA SIXIÈME RÉUNION
DU CONSEIL DU FONDS POUR L'ADAPTATION****INTRODUCTION**

1. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto a tenu sa sixième réunion du 15 au 17 juin 2009 sur le campus Langer Eugen des Nations Unies à Bonn. La réunion a été convoquée en application de la décision 1/CMP.3 adoptée à la troisième Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (la Réunion des Parties).
2. La liste complète des membres et membres suppléants qui ont été désignés par leurs groupes respectifs et élus en vertu des décisions 1/CMP.3 et 1/CMP.4, et qui ont assisté à la réunion du Conseil, figure à l'annexe II du présent rapport.
3. Mme Jyoti Mathur-Filipp, Administratrice de programmes hors classe au sein de la Division du Fonds pour l'environnement mondial (DFEM) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et Mme Bo Lim, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont également assisté à la réunion. La liste complète des observateurs accrédités est affichée sur le site Web du Fonds pour l'adaptation (<http://www.adaptation-fund.org/documents.html>).
4. La réunion a été retransmise en direct par un lien vers les sites Web du Fonds pour l'adaptation et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Le Secrétariat de la Convention a également apporté le soutien administratif et logistique nécessaire.

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion

5. La réunion est ouverte le lundi 15 juin 2009 à 9h20 par M. Jan Cedergren (Suède, Groupe des États d'Europe occidentale et autres États), qui souhaite la bienvenue aux nouveaux membres et membres suppléants du Conseil ainsi qu'à tous les participants à la sixième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation. Le président rappelle au Conseil qu'un

certain nombre de membres et membres suppléants ont assisté aux débats organisés à Bonn, avant la sixième réunion, sur les questions restant à régler par la Réunion des Parties à sa cinquième réunion. Il indique que des progrès ont été accomplis et qu'un certain nombre d'idées ont été avancées sur les moyens de financer les activités d'adaptation au changement climatique. Il rappelle les progrès accomplis par le Conseil à sa cinquième réunion et se déclare convaincu qu'il poursuivra sur sa lancée à la présente réunion.

6. Le président remercie la Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation, ainsi que le Secrétariat pour ses travaux intersessions de préparation des documents de la sixième réunion.

Point 2 de l'ordre du jour : Questions d'organisation

a) Adoption de l'ordre du jour

7. Le Conseil examine l'ordre du jour provisoire (document AFB/B.6/1/Rev. 1) et l'ordre du jour provisoire annoté (document AFB/B.6/2). Durant l'examen de l'ordre du jour provisoire annoté, certains membres proposent de limiter le point 9 de l'ordre du jour à un débat sur l'invitation des Parties remplissant les critères d'admissibilité à désigner les organes d'exécution nationaux et d'élargir le débat sur le point 7 b) afin d'y inclure l'examen et l'adoption du modèle proposé dans le document AFB/B.6/5/Add. 1 et du *Projet de politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation* (document AFB/B.6/5). Le Conseil adopte l'ordre du jour (annexe I du présent rapport).

b) Organisation des travaux

8. Le Conseil adopte l'organisation des travaux proposée par la présidente. Celle-ci rappelle ensuite aux nouveaux membres et membres suppléants qu'ils devront signer la déclaration sous serment figurant à l'Annexe III du présent rapport.

9. Le président demande également aux membres et à leurs suppléants de déclarer oralement tout conflit susceptible d'exister entre leurs intérêts et toute question inscrite à l'ordre du jour de la réunion. Aucun membre ou membre suppléant ne fait état d'un conflit d'intérêts.

c) Statut d'observateur

10. Le président annonce que le Conseil autorise la présence d'observateurs à ses débats.

11. À la demande du président, la Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation informe le Conseil que des représentants du PNUE, de la CCNUCC et des Gouvernements de la Barbade et du Japon assistent aux débats en qualité d'observateurs. Elle annonce également la présence d'observateurs du Gouvernement allemand et d'une organisation non gouvernementale, German Watch.

Point 3 de l'ordre du jour : Nomination de nouveaux membres ou membres suppléants

12. La Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation informe le Conseil que Mme Medea Inashvili (Géorgie, Groupe des États d'Europe orientale) et M. Ricardo Lozano Picón, (Colombie, Parties non visées à l'annexe I) sont devenus membres du

Conseil, et que M. Richard Mwendandu (Kenya, Groupe des États africains) et M. Nojibur Rahman (Bangladesh, Groupe des pays les moins avancés) sont devenus membres suppléments du Conseil. En outre, elle indique que le Secrétariat a été informé que M. Leonard Nurse (Barbade, Groupe des petits États insulaires en développement) a démissionné du Conseil et que son groupe de pays a proposé la candidature de M. Selwin Hart (Barbade, Groupe des petits États insulaires en développement) pour le remplacer.

13. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation décide de nommer M. Selwin Hart (Barbade, Petits États insulaires en développement) en remplacement de M. Leonard Nurse (Barbade) pour la période restant à courir.

(Décision B.6/1)

Point 4 de l'ordre du jour : Rapport du président sur ses activités intersessions

14. Le président rend compte de ses activités durant la période intersessions, au cours de laquelle il a notamment aidé le Secrétariat à établir la documentation de la présente réunion. Il a également rendu une visite de courtoisie à M. Yvo de Boer, Secrétaire exécutif de la CCNUCC, et à Mme Liana Bratasida, présidente de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre de la CCNUCC (SBI). Durant l'intersession, le président s'est également entretenu du processus de monétisation avec les membres du groupe de travail sur les normes fiduciaires et avec l'Administrateur.

Point 5 de l'ordre du jour : Compte rendu des activités du Secrétariat

15. La Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation rend compte des activités du Secrétariat pendant l'intersession, qui sont également décrites dans le document AFB/B.6/3. Elle indique que, conformément au *Règlement intérieur du Conseil de Fonds pour l'adaptation*, le texte de toutes les décisions adoptées par le Conseil durant l'intersession a été affiché dans une section du site Web du Fonds pour l'adaptation réservée à cet effet. Elle remercie également le Gouvernement allemand d'avoir accepté de faciliter la participation des membres et de leurs suppléants aux réunions du Conseil en leur délivrant un visa qui restera valide jusqu'à l'expiration de leur mandat à la fin de l'année.

Point 6 de l'ordre du jour : Monétisation des URCE

16. Le président présente le point de l'ordre du jour et indique que le débat comprendra deux parties, un débat public et un débat à huis clos. Durant le débat public, le Conseil entend un exposé de l'Administrateur sur l'évolution du marché du carbone et une description de son fonctionnement. Le représentant de l'Administrateur décrit également les ressources disponibles sur le fonds d'affectation spéciale créé à l'appui du Fonds pour l'adaptation, à la suite de la vente initiale d'URCE. Il indique qu'en fin de journée le 12 juin 2009, le produit de la vente des URCE s'élevait à 18,33 millions de dollars environ, dont 10,29 millions de dollars ont été déposés sur le fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation et un montant équivalant à 8,04 millions de dollars sera converti d'euros en dollars. Une fois que le Fonds pour l'adaptation aura remboursé certains montants engagés, il devrait rester un solde de quelque 10,83 millions de dollars pour des compléments de financement.

17. Le représentant de l'Administrateur fait savoir qu'il a procédé à la vente initiale des URCE durant la troisième semaine de mai 2009, qui constituait la première série de transactions dans le cadre du programme de monétisation des URCE du Fonds pour

l'adaptation. Le Département de la trésorerie de la Banque mondiale a organisé la vente de 600 000 tonnes d'URCE, à un prix moyen de 12,17 euros la tonne. Il indique également que Barclays Capital était le courtier chargé de la vente, que les acquéreurs représentaient un large éventail de secteurs et régions et que les transactions étaient conformes au système européen d'échange de quotas d'émission (ETS). Une deuxième vente d'URCE a eu lieu durant la semaine du 8 juin 2009 : 500 000 tonnes d'URCE ont été vendues à un prix moyen de 11,46 euros la tonne par le biais des services de courtage de Merrill Lynch. Cette deuxième série d'opérations couvrait également un large éventail de secteurs et régions. Le représentant de l'Administrateur informe le Conseil que, conformément aux directives concernant la monétisation des URCE, la trésorerie de la Banque procèdera à des opérations de vente régulières d'URCE sur le marché du carbone, parallèlement à des opérations de vente de gré à gré. Le rapport de l'Administrateur figure à l'annexe IV du présent rapport.

18. Durant le débat à huis clos, le Conseil autorise l'Administrateur à continuer de monétiser les URCE afin de maintenir la présence du Fonds pour l'adaptation sur le marché. Le Conseil prie également l'Administrateur de joindre un budget détaillé en annexe au budget prévisionnel des services fournis par l'Administrateur au Fonds pour l'adaptation (AFB/B.6/12/Rev.1). Le président demande d'incorporer le budget des services de l'Administrateur dans le budget d'administration générale du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Point 7 de l'ordre du jour : Questions laissées en suspend à l'issue de la cinquième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation

a) *Rapport sur les normes fiduciaires et de gestion.*

19. Le président invite les représentants de CA Legal, M. Tim Yapp et M. Mark Cockburn, à présenter le rapport demandé par le Conseil à sa cinquième réunion, concernant les normes fiduciaires à inclure dans le *Projet de politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation*. Le rapport complet sur les travaux de CA Legal figure dans le document AFB/B.6/4.

20. En réponse aux questions posées par les membres et leurs suppléants, les consultants soulignent les difficultés que pose l'élaboration des normes fiduciaires du fait qu'il n'existe pas de modèle pour un fonds de cette nature. Les consultants ont toutefois examiné les normes fiduciaires adoptées par des institutions analogues, notamment l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

21. Les consultants font observer que les normes fiduciaires proposées pour l'accréditation évolueront probablement au fil de l'expérience et ne devraient pas être trop rigoureuses, car cela risquerait d'exclure de nombreuses institutions. Ils notent également que certaines institutions pourraient participer à des projets de moindre envergure et renforcer progressivement leurs capacités. C'est pourquoi il n'est pas possible d'élaborer des normes institutionnelles et financières générales, ni donc des normes d'accréditation, les besoins étant différents selon le type de projet.

22. Le rapport décrit également en détail les services extérieurs fournis, ainsi que les avantages et les inconvénients de faire appel à l'extérieur. Répondant aux questions du Conseil sur le coût du processus d'accréditation, les consultants indiquent que le coût varie

entre 30 000 et 60 000 dollars par accréditation, d'après l'expérience d'autres institutions, et qu'une étude d'évaluation de la gestion coûterait entre 20 000 et 40 000 dollars. Les consultants recommandent au Conseil de mettre en place un système de gestion des risques.

23. Le président invite un représentant de la CCNUCC à faire un exposé sur le système d'accréditation appliqué dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre (MDP). Dans son exposé, le représentant indique notamment que l'un des enseignements susceptibles d'intéresser le Conseil est la nécessité de préciser le champ d'application des accréditations envisagées, d'appliquer des normes strictes mais uniformes, de faire appel à des évaluateurs et des experts techniques ayant les compétences et l'expérience voulues, et de trouver le juste équilibre entre conseils et interprétation afin d'éviter un excès d'information. Il souligne également qu'il est essentiel de mettre en place un mécanisme de contrôle et que la mise en place initiale pourrait demander des ressources importantes.

24. Le président remercie le représentant de la CCNUCC de son exposé et rappelle au Conseil que le but de l'exercice est d'établir des normes fiduciaires rigoureuses tout en assurant un accès direct aux ressources du Fonds pour l'adaptation. Il demande ensuite aux membres du Conseil d'exprimer leur opinion.

25. Après avoir obtenu l'autorisation du président, M. Richard Muyungi (République-Unie de Tanzanie, Groupe des pays les moins avancés), présente un document non officiel sur les normes fiduciaires et le processus d'accréditation qui s'inspire en partie des normes fiduciaires décrites dans le rapport de CA Legal, ainsi que de ses propres discussions libres avec plusieurs membres du Conseil et leurs suppléants. Dans son exposé, il propose de diviser le processus d'accréditation en plusieurs phases : enregistrement des demandes, tri initial par le Secrétariat et examen des demandes par un groupe composé de membres et membres suppléants du Conseil. Le renforcement continu des capacités pour combler les lacunes dans ce domaine parmi d'autres devrait faire partie intégrante du processus. Il souligne également la nécessité de définir clairement le lien entre l'institution d'exécution nationale et les établissements d'exécution.

26. Plusieurs membres proposent d'appliquer le principe de « l'apprentissage par l'action », qui permettrait aux institutions d'exécution nationales de renforcer progressivement leurs capacités d'exécution de projets. Certains membres pensent que les points focaux nationaux devraient assurer la liaison entre les institutions d'exécution nationales et les établissements d'exécution, tandis que d'autres recommandent de passer par les points focaux nationaux des Parties à la CCNUCC pour établir la communication entre le Conseil du Fonds pour l'adaptation et les autorités nationales. Il est aussi proposé que le choix du point de contact entre la Partie et le Conseil du Fonds pour l'adaptation relève d'une décision interne.

27. Certains membres considèrent en outre que le processus d'accréditation ne consiste pas seulement à enregistrer les demandes et qu'il importe de rappeler la finalité des normes fiduciaires dans le document. Il est également proposé de désigner dans chaque pays plusieurs institutions d'exécution nationales qui seraient chargées de différents secteurs ou projets. D'autres estiment cependant que le Conseil devrait accréditer une seule institution d'exécution par pays, qu'elle exécute le projet directement ou qu'elle confie cette tâche à des établissements d'exécution. On juge également important que les institutions d'exécution nationales jouissent d'un droit de regard suffisant sur les établissements d'exécution et puissent notamment imposer des sanctions.

28. À la suite du débat, le président distribue un document non officiel établi par M. Hans Olav Ibrenk (Norvège, Groupe des États d'Europe occidentale et autres États) à l'intention du Conseil, dans lequel il décrit le cadre et les différents aspects des normes fiduciaires. Le président rétablit ensuite le groupe de travail sur les normes fiduciaires et charge ses membres d'examiner les deux documents non officiels et de préparer, en tenant compte des avis exprimés au cours du débat, un texte révisé décrivant le cadre et les principaux éléments à utiliser par le Secrétariat pour élaborer un projet de normes fiduciaires à inclure dans le *Projet de politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation*. Le groupe de travail se compose des membres suivants : M. Julien Rencki (France, Parties visées à l'annexe I), M. Farrukh Iqbal han (Pakistan, Parties non visées à l'annexe I), M. Yvan Biot (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Parties visées à l'annexe I), M. Jerzy Janota Bzowski (Pologne, Groupe Europe orientale), M. Luis Santos (Uruguay, Groupe Amérique latine et Caraïbes), M. Richard Muyungi et Mme Merlyn Van Voore (Afrique du Sud, Groupe Afrique).

29. Lors d'une séance suivante, le président invite M. Khan à présenter les conclusions du groupe de travail. Le groupe a établi un document de séance contenant les éléments constitutifs des normes fiduciaires, en tenant compte du rapport de CA Legal et des avis exprimés durant les travaux du Conseil (voir l'annexe V du présent rapport). Ils ont également défini une procédure d'accréditation en cinq phases. Premièrement, les institutions d'exécution nationales ou multilatérales soumettent au Secrétariat une demande dans laquelle elles démontrent qu'elles répondent aux normes fiduciaires. Deuxièmement, le Conseil crée un Groupe d'accréditation composé de deux membres du Conseil et de trois experts indépendants. M. Khan explique qu'il est important que le Groupe compte une majorité d'experts pour démontrer son indépendance et maintenir un haut niveau de compétences techniques. Troisièmement, le Groupe examine la demande et présente sa recommandation au Conseil. Le Groupe peut recommander soit une accréditation directe soit une accréditation sous réserve que les capacités soient renforcées. Si le Groupe a besoin de renseignements complémentaires, il peut procéder à une quatrième étape, une téléconférence ou une mission dans le pays en question. Dans certains cas exceptionnels, il pourra faire appel à un évaluateur externe pour régler les points litigieux. Cinquièmement, le Conseil prend une décision et en avise le candidat par écrit.

30. M. Khan explique également que la procédure d'accréditation s'inspire largement de celle utilisée dans le cadre du MDP, tout en réduisant au minimum le coût de missions d'experts dans tous les pays. Cela contribuerait aussi à améliorer les compétences techniques internes ainsi que les capacités des membres et membres suppléants du Conseil. M. Kahn et ses collègues du Groupe de travail expliquent que leur intention est de faire en sorte que chaque pays possède sa propre institution d'exécution nationale ou multilatérale, et qu'il ne sera donc pas possible de rejeter carrément une demande : si l'auteur de la demande a besoin d'un appui supplémentaire pour se faire accréditer, le Conseil le lui fournira.

31. Lors du débat qui s'ensuit, certains membres et membres suppléants du Conseil indiquent qu'ils souhaitent être représentés majoritairement au sein du Groupe de travail. D'autres rappellent également que les experts désignés par le Conseil doivent assurer une représentation équilibrée entre régions et entre pays développés et en développement. D'autres proposent d'inclure une étape supplémentaire dans le processus, à savoir l'examen de l'accréditation accordée. De nombreux membres et membres suppléants approuvent l'idée de renforcer les capacités pour combler les lacunes recensées durant la procédure d'accréditation, mais certains s'inquiètent des ressources que cela nécessiterait. On fait également observer que l'adoption de normes fiduciaires imposerait une révision du *Projet de politiques et modalités*

opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation.

32. Le président remercie le Groupe de travail de ses travaux, ainsi que les membres et membres suppléants du Conseil de leurs observations. Il invite le Conseil à transmettre au Secrétariat, dans les deux semaines suivant la clôture de la présente réunion, toute autre observation qu'il souhaiterait faire. Le Conseil décide que :

- (a) Le Secrétariat établira un document sur les normes fiduciaires et le processus d'accréditation, pour examen par le Conseil à sa septième réunion. Ce document incorporera le document de séance (CRP.3) sur les normes fiduciaires présenté par le Groupe de travail à la sixième réunion du Conseil, ainsi que les commentaires faits lors de l'examen de ce document de séance ; et
- (b) Le Secrétariat harmonisera ensuite le *Projet de politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation* avec les normes fiduciaires, et distribuera le texte pendant l'intersession afin de recueillir les observations du Conseil.
- (c) Le Projet de politiques et modalités opérationnelles sera présenté pour adoption par le Conseil à sa septième réunion.

(Décision B.6/2)

b) Finalisation du Projet de politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation

33. Le président reporte l'examen de cette question à la septième réunion du Conseil.

c) Capacité juridique du Conseil du Fonds pour l'adaptation

34. Le Conseil entend des exposés des représentants de l'Allemagne et de la Barbade sur l'offre faite par leurs gouvernements d'accueillir sa prochaine réunion. Le représentant de l'Allemagne, M. Frank Fass-Metz, chef de la division Politique climatique et Financement de la lutte contre le changement climatique, indique que, si le Conseil du Fonds pour l'adaptation décide d'accepter l'offre du Gouvernement allemand, ce dernier passera un accord pour mettre à la disposition du Conseil, à titre gracieux, des locaux meublés sur le campus des Nations Unies à Bonn. Il prie ensuite M. Ralph Czarnecki d'expliquer les incidences juridiques de l'offre de l'Allemagne.

35. M. Czarnecki, de l'Institut écologique, s'exprimant au nom du Gouvernement allemand, explique que pour doter le Conseil du Fonds pour l'adaptation de la capacité juridique, le Gouvernement allemand devra prendre des mesures juridiques sur son territoire et adopter notamment une loi particulière dotant le Conseil de la personnalité morale. Une telle loi permettrait au Conseil de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers et d'ester en justice, de sorte qu'il jouirait de la même capacité juridique et des mêmes immunités que celles conférées au Secrétariat de la CCNUCC par la loi allemande, y compris l'inviolabilité des locaux, des moyens de communication, des archives et des documents du Conseil du Fonds pour l'adaptation, et l'immunité de juridiction concernant ses fonds, ses actifs et autres biens.

36. M. Czarnecki explique également qu'il existe deux façons d'obtenir la capacité juridique en Allemagne : signature d'un accord de siège entre le Gouvernement allemand, les Nations Unies et le Conseil du Fonds pour l'adaptation, ou signature d'un mémorandum d'accord entre le Gouvernement allemand et le Conseil du Fonds pour l'adaptation. Les deux procédures sont similaires et prennent entre neuf et douze mois. La première option exige cependant la participation active de l'ONU et il n'est pas certain que l'Organisation souhaite signer un tel accord.

37. Il explique également que les membres du Conseil du Fonds pour l'adaptation et leurs suppléants sont déjà protégés en Allemagne par les accords en vigueur lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil en qualité de représentants des Parties au Protocole de Kyoto. À ce titre, leur liberté d'expression est protégée et ils jouissent de l'immunité de juridiction, d'arrestation, de saisie de leurs bagages et de fouille de leurs documents. Il ajoute que, conformément à l'article 5 de l'accord de siège entre le Gouvernement allemand et le Secrétariat de la CCNUCC protégeant les individus en déplacement professionnel au titre du Protocole de Kyoto, les décisions du Conseil prises par courrier électronique pendant l'intersession sont également protégées, étant considérées comme prises au Siège de la CCNUCC en vertu de l'article 59 du règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

38. Répondant à des questions, M. Czarnecki explique que, bien qu'un accord de siège ait valeur de traité, contrairement à un mémorandum d'accord, les deux types d'accord sont équivalents. La principale différence est que l'Allemagne ne peut signer un accord de siège que si l'ONU est également signataire. Il confirme en outre que, dans un cas comme dans l'autre, le Parlement allemand devra sans doute promulguer une loi particulière relative au Conseil du Fonds pour l'adaptation et qu'il sera possible d'entamer les travaux préparatoires nécessaires avant de choisir l'une ou l'autre option. Il explique aussi que l'attribution de la capacité juridique, que ce soit par le biais d'un accord de siège ou d'un mémorandum d'accord, aura un effet purement normatif en Allemagne et que l'Allemagne ne pourra pas obliger d'autres États à reconnaître les effets juridiques de la capacité juridique.

39. Répondant à des questions concernant la délivrance de visas aux membres du Conseil afin de faciliter leur participation aux réunions du Conseil, M. Fass-Metz indique que l'Allemagne peut uniquement leur accorder le même type de visa que celui accordé aux participants aux réunions de la CCNUCC. Il encourage cependant les membres du Conseil à faire une demande de visa pour entrées multiples. Il ajoute que, bien que l'offre faite par l'Allemagne de fournir des locaux gratuits concerne uniquement le Conseil du Fonds pour l'adaptation et non son Secrétariat, l'Allemagne est prête à offrir d'accueillir le Secrétariat si elle est invitée à le faire par la Réunion des Parties.

40. Le Gouvernement de la Barbade présente un film à l'appui de son offre d'accueillir le Conseil du Fonds pour l'adaptation. Une offre écrite du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Barbade est également présentée au Conseil pour examen. Après la projection du film, le Conseil entend des exposés faits par M. Christopher Hackett, Représentant permanent de la Barbade auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, et M. Hughland Allman, Chef du Protocole au Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur.

41. En réponse à des questions sur les installations offertes par la Barbade, M. Hackett indique que la Barbade propose d'installer le Conseil à la Maison des Nations Unies et que le coordonnateur résident des Nations Unies a fait savoir au Gouvernement qu'il pouvait mettre à la disposition du Conseil des locaux pour un secrétariat de douze personnes et des salles pour

quatre réunions par an au minimum, ou éventuellement davantage si nécessaire. Ces salles seraient fournies gratuitement. Seuls les petits travaux d'entretien seront à la charge du Conseil, les travaux plus importants étant pris en charge par le Gouvernement, qui couvrira également 75 % du coût des services collectifs, le solde étant réparti entre les occupants de la Maison des Nations Unies.

42. M. Allman explique qu'il ne sera pas nécessaire d'adopter une loi particulière dotant le Conseil du Fonds pour l'adaptation de la capacité juridique, étant donné qu'à la Barbade, ces pouvoirs sont conférés au Gouvernement. Le Conseil devrait donc pouvoir être doté de la personnalité morale dans les deux mois. Il explique également que les autorités de la Barbade ne ménagent aucun effort pour faciliter la délivrance de visas aux personnes en déplacement officiel et que dès qu'elles seront avisées de la participation d'un membre ou d'un membre suppléant du Conseil du Fonds pour l'adaptation à une réunion, elles prendront les dispositions nécessaires pour lui délivrer un visa à son arrivée à la Barbade. Le Gouvernement informera également les compagnies aériennes de ces mesures, de même que les autorités des États-Unis et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pays par lesquels transitent généralement les vols à destination de la Barbade.

43. Le président remercie les représentants de l'Allemagne et de la Barbade et indique que les offres de leurs gouvernements seront examinées de manière plus approfondie par le Groupe de travail spécial sur l'octroi de la capacité juridique au Conseil du Fonds pour l'adaptation. Il demande au Groupe de travail, présidé par M. Richard Muyungi, de faire une recommandation au Conseil pour examen à sa septième réunion.

d) *Établissement de comités du Conseil*

44. La Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation présente le document AFB/B.6/6 sur les mandats proposés pour les comités du Conseil, que le Conseil a initialement examiné à sa troisième réunion comme document portant la cote AFB/B.3/12, et à nouveau à ses quatrième et cinquième réunions comme document portant la cote AFB/B.4/5 et AFB/B.5/5, respectivement. Le document a été révisé à la lumière de la Décision B.5/5 dans laquelle le Conseil a décidé de créer un Comité d'éthique et des finances ainsi qu'un Comité d'examen des projets et programmes à sa sixième réunion. Dans la même décision, le Conseil a en outre chargé le Secrétariat de réviser les mandats de ces comités, ainsi que le mandat général des comités du Conseil, et de lui présenter les mandats révisés à sa sixième réunion.

45. Le président invite le Conseil à formuler ses observations sur les mandats révisés, en commençant par celles concernant le Comité d'éthique et des finances.

46. Durant le débat qui s'ensuit, certains se déclarent préoccupés par la proposition tendant à ce que le Comité soit chargé de conseiller le Conseil sur la politique générale de mobilisation de ressources. Certains estiment que c'est le rôle du Conseil, tandis que d'autres demandent quelles ressources supplémentaires sont envisagées. Il est également proposé que le Conseil conserve le droit d'examiner les résultats globaux du Fonds. D'autres estiment que le Comité devrait avoir une composition plus restreinte que celle envisagée, tandis que d'autres pensent qu'il devrait se composer de membres, de membres suppléants et d'experts indépendants.

47. On fait également observer que le Comité ne devrait pas examiner uniquement les conflits d'intérêts lorsqu'il élabore un code de conduite pour le Conseil, et qu'il devrait examiner les rapports présentés par les institutions d'exécution nationales dans le cadre de l'examen des

résultats généraux du Fonds. On estime également que le Comité pourrait superviser les travaux du Secrétariat et fournir des orientations à l'Administrateur.

48. À l'issue d'un échange de vues sur la question, le président révisé le projet de mandat du Comité d'éthique et des finances et soumet le texte révisé au Conseil pour examen à une séance future de la réunion.

49. Le Conseil examine un texte révisé (document AFB/B.6/6/Rev.1), et durant le débat qui s'ensuit, il est proposé de charger le Groupe d'accréditation, et non le Comité d'éthique et des finances, de faire des recommandations au Conseil sur l'accréditation des institutions d'exécution nationales. On estime également que le Comité d'examen des projets et programmes risque d'être surchargé de travail si on lui confie la tâche d'examiner les rapports soumis par les institutions d'exécution nationales et multilatérales sur les projets et programmes. Le président fait cependant observer que c'est l'une des fonctions essentielles de ce Comité. Enfin, s'agissant des modalités de fonctionnement des comités, leur composition devrait assurer une représentation régionale équitable, en veillant cependant à ce que les compétences des experts répondent aux normes internationales. Les mandats du Comité d'éthique et des finances et du Comité d'examen des projets et programmes, tels que modifiés oralement, sont joints en annexe VI au présent rapport.

50. À l'issue du débat sur la question, le président distribue une liste des membres pressentis pour les deux comités (voir l'annexe VII au présent rapport). Le président propose également de choisir le président du Comité d'éthique et des finances et le vice-président du Comité d'examen des projets et programmes parmi les membres et membres suppléants des Parties visées à l'annexe I, et le président du Comité d'examen des projets et programmes et le vice-président du Comité d'éthique et des finances parmi les membres et membres suppléants des Parties non visées à l'annexe I.

51. À l'issue d'un débat sur la question, le Conseil décide :

(a) D'adopter le mandat du Comité d'éthique et des finances, le mandat du Comité d'examen des projets et programmes ainsi que les modalités de fonctionnement des comités du Conseil figurant à l'annexe VI du présent rapport ;

(b) De nommer :

- i) Mme Dinara Gershinkova présidente du Comité d'éthique et des finances ;
- ii) Mme Merlyn Van Voore vice-présidente du Comité d'éthique et des finances ;
- iii) M. Amjad Abdulla président du Comité d'examen des projets et programmes ; et
- iv) M. Hans Olav Ibrenk vice-président du Comité d'examen des projets et programmes.

(Décision B.6/3)

e) *Modification du règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

52. Le président reporte l'examen de ce point de l'ordre du jour à la septième réunion du Conseil.

f) Logo du Fonds pour l'adaptation

53. Le président invite le vice-président, M. Farrukh Iqbal Khan, qui préside le jury de sélection du logo du Fonds pour l'adaptation, à présenter les résultats du concours de logo. M. Khan indique que le jury, composé de membres du Conseil et de la Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation, a reçu environ 25 projets de logo. Le jury a fait sa sélection sur la base de critères préétablis : il devait être facile à reproduire et attrayant, et l'acronyme du Fonds pour l'adaptation devait être clairement identifiable. Après mûre réflexion, le groupe a choisi l'image d'une jeune pousse en forme de « af » pour symboliser l'espoir qu'apporte le Fonds pour l'adaptation, sa couleur verte représentant la nécessité de faire prospérer le Fonds. Le logo retenu figure à l'annexe VIII au présent rapport. Comme convenu, le lauréat, M. Andrew M. Wee, originaire des Philippines, a reçu deux billets aller-retour pour assister à la cérémonie de remise des prix à Bonn et une indemnité journalière pour couvrir ses frais de séjour.

54. Le Conseil se félicite du choix du logo et décide de l'adopter comme emblème officiel du Fonds pour l'adaptation.

(Décision B.6/4)

Point 8 de l'ordre du jour : Questions financières

a) État des ressources du fonds d'affectation spéciale

55. Le représentant du Secrétariat présente le document AFB/B.6/8/Rev.2 sur l'état des ressources du fonds d'affectation spéciale au 15 juin 2009 (annexe IX). Il indique que le Fonds pour l'adaptation a reçu une contribution de 117,90 euros d'une école qui a recueilli ces fonds auprès de ses élèves.

56. Ce point de l'ordre du jour est examiné à huis clos.

57. Le Conseil examine les contributions remboursables reçues du PNUE, du Royaume-Uni et de l'Australie. Le remboursement de ces montants étant régi par les accords bilatéraux conclus entre l'Administrateur et les bailleurs de fonds, il est convenu que l'Administrateur consultera les bailleurs de fonds sur cette question.

58. À l'issue du débat, le Conseil du Fonds pour l'adaptation décide que la somme de 700 000 dollars empruntée au Fonds pour les pays les moins avancés sera remboursée sur le solde des ressources du fonds d'affectation spéciale.

(Décision B.6/5)

b) Budget du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

59. Le représentant du Secrétariat présente le document AFB/B.6/9/Rev.2 sur le budget révisé du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

60. Ce point de l'ordre du jour est examiné à huis clos.

61. Au cours du débat, le Conseil du Fonds pour l'adaptation reconnaît certains des avantages pratiques d'employer du personnel à temps partiel du Fonds pour l'environnement mondial pour assurer ses services de secrétariat. Certains font cependant observer que ce système conduit à recruter du personnel au gré des circonstances et que le Conseil sera mal servi par du personnel temporaire qui est peu au courant de ses activités. Plusieurs membres du Conseil insistent sur la nécessité de recruter un personnel plus spécialisé pour assurer les services de secrétariat. Certains s'inquiètent également du fait que le budget révisé ne comporte pas de rubriques chiffrées correspondant aux services du personnel à temps partiel fourni par le Fonds pour l'environnement mondial. Le budget révisé figure à l'annexe X.

62. À l'issue d'un débat sur la question, le Conseil décide :

- (a) D'approuver un budget de 2 288 933 dollars au titre des frais de fonctionnement du Conseil et du Secrétariat pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, à prélever sur les ressources du nouveau fonds d'affectation spéciale. Le budget du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation, tel qu'approuvé pour la période allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, figure à l'annexe IX du présent rapport ;
- (b) De prendre note du montant de 398 370 dollars destiné à couvrir le coût des prestations de la Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour les deux exercices déjà approuvés dans le budget 2008 ;
- (c) De prier le président du Conseil du Fonds pour l'adaptation de demander à la Chef du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation de préciser les montants prélevés sur les ressources du Fonds au titre des services de secrétariat fournis au Conseil par chaque membre du personnel à temps partiel et de faire rapport au Conseil à sa septième réunion ;
- (d) De prier le président du Conseil du Fonds pour l'adaptation d'encourager la Chef du Secrétariat du Conseil à employer régulièrement le même personnel à temps partiel pour assurer les services de secrétariat du Conseil, de manière à créer une mémoire institutionnelle au sein des services de secrétariat ; et
- (e) De prier le président de faire part à la Chef du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation des préoccupations du Conseil concernant le nombre de postes à temps partiel et de demander au Secrétariat de remplacer si possible ces postes à temps partiel par un nombre équivalent de postes à temps complet.

(Décision B.6/6)

(c) *Budget de l'Administrateur pour la période allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010*

63. L'Administrateur présente le document AFB/B.6/12/Rev.1 contenant un projet de budget pour les services fournis par l'Administrateur au Fonds pour l'adaptation entre le 1^{er} juillet 2009 et le 30 juin 2010.

64. Ce point de l'ordre du jour est examiné à huis clos.

65. Au cours du débat, les membres du Conseil se disent préoccupés par certains postes budgétaires, faisant observer que les rubriques du budget du Conseil et du Secrétariat

examinées au titre du point 8 b) ci-dessus semblent reposer sur des hypothèses différentes de celles retenues dans le budget proposé par l'Administrateur. Le Conseil demande également des précisions sur certaines rubriques correspondant à la monétisation des URCE et prie l'Administrateur de chercher des moyens de réduire si possible le coût de ses services.

66. À l'issue du débat, le Conseil décide d'approuver le projet de budget des services à fournir par l'Administrateur au Fonds pour l'adaptation entre le 1^{er} juillet 2009 et le 30 juin 2010. Le projet de budget approuvé par le Conseil figure à l'annexe XI au présent rapport.

(Décision B.6/7)

d) Programme de travail pour 2009

67. La Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation présente le programme de travail 2009 du Conseil du Fonds pour l'adaptation faisant l'objet du document AFB/B.6/10. À l'issue d'un débat sur cette question, le Conseil décide d'approuver le programme de travail 2009, tel que modifié oralement. Le texte modifié figure à l'annexe XII au présent rapport.

(Décision B.6/8)

Point 9 de l'ordre du jour : Lettre d'invitation adressée aux Parties admises à faire des propositions d'accréditation auprès du Conseil du Fonds pour l'adaptation

68. À l'issue d'un débat, le président reporte l'examen de cette question à la septième réunion du Conseil.

Point 10 de l'ordre du jour : Rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur son système de conseillers régionaux

69. Le président invite Mme Jyoti Mathur-Filipp, Administratrice de programmes hors classe (DFEM-PNUE) à faire un exposé sur le système de conseillers régionaux du PNUE. Dans son exposé, Mme Mathur-Filipp souligne les compétences du PNUE en matière d'adaptation et rappelle au Conseil que le problème de l'adaptation revêt un caractère régional et dépend de l'écosystème considéré et qu'il appelle donc des solutions régionales. Le PNUE peut soutenir le Fonds pour l'adaptation sous des formes diverses, en fournissant par exemple un appui technique et des conseils au Conseil du Fonds, ainsi qu'un appui analytique et scientifique. Il peut aussi utiliser son système de conseillers régionaux ou agir en qualité d'institution d'exécution multilatérale pour aider les pays à renforcer leurs capacités et à avoir accès aux ressources.

70. Mme Marthur-Filipp décrit le système de conseillers régionaux du PNUE. Il s'agit d'experts indépendants originaires des régions des pays clients qui ont reçu une formation en matière de renforcement des capacités d'élaboration et d'exécution de projets et de conseils sur l'exécution de projets. Ils assurent également une formation locale et le contrôle de la qualité. Elle ajoute que le PNUE facilite la création de réseaux électroniques entre les conseillers régionaux afin de promouvoir la coopération Sud-Sud.

71. Le Conseil entend ensuite un exposé de Mme Bo Lim, du PNUD, qui présente un document non officiel contenant une lettre adressée au président du Conseil du Fonds pour l'adaptation par M. Olav Kjørven, Administrateur assistant et Directeur du Bureau du PNUD pour les politiques de développement, jointe en annexe XIII au présent rapport.

72. Dans son exposé, Mme Lim indique que la création du Fonds pour l'adaptation est un événement important et donne au Conseil l'assurance que le PNUD entend contribuer à son succès en aidant à renforcer les capacités nationales et régionales d'adaptation au changement climatique. Le PNUD mène un vaste programme de projets d'adaptation au changement climatique à l'échelon national, régional et mondial. Ses interventions consistent à soutenir le développement des moyens de financement des institutions et à aider à mettre en place des systèmes de gestion de l'information grâce à des stratégies novatrices pour promouvoir la coopération Sud-Sud et l'apprentissage mutuel.

73. Le président remercie les représentants du PNUE et du PNUD de leurs exposés et note que les deux organisations s'emploient activement à améliorer les capacités d'adaptation, en se félicitant de leurs initiatives dans ce domaine.

Point 11 de l'ordre du jour : Questions diverses

Contributions volontaires

74. En réponse à une question concernant le nom des élèves qui ont fait la contribution volontaire au Fonds mentionnée au titre du point 8 a) de l'ordre du jour, la Chef du Secrétariat à l'appui du Conseil du Fonds pour l'adaptation donne au Conseil l'assurance qu'elle obtiendra le nom de l'école en question et des élèves ayant fait une contribution. Le président se félicite du zèle affiché par les élèves et déclare qu'ils constituent un modèle à suivre. Le Conseil exprime ses remerciements aux élèves et décide de demander au président d'adresser une lettre de remerciements à l'école, une fois que son nom sera connu, et d'annoncer cette contribution sur le site Web du Fonds pour l'adaptation.

(Décision B.6/9)

Neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la lutte contre la désertification

75. M. Octavio Pérez Pardo (Argentine, Groupe Amérique latine et Caraïbes) informe le Conseil que la neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la lutte contre la désertification aura lieu à Buenos Aires du 21 septembre au 2 octobre 2009. La réunion comportera un débat de haut niveau les 28 et 29 septembre 2009 entre les dirigeants des Parties assistant à la réunion. Une partie de cette séance sera consacrée aux liens entre le changement climatique et la désertification, ainsi qu'au rôle de la terre dans les négociations en cours à Copenhague en vue d'un nouveau régime sur le changement climatique. M. Pérez Pardo indique que la réunion sera importante pour tous ceux qui s'intéressent aux questions de l'adaptation au changement et engage vivement les membres du Conseil et leurs suppléants à y assister s'ils le peuvent.

Compte rendu sur le Programme pilote de protection contre les méfaits du changement climatique (Pilot Programme on Climate Resilience - PPCR)

76. Faute de temps, la présentation du rapport de Mme Merlyn Van Voore (Afrique du Sud, Groupe Afrique) sur la dernière réunion du PPCR est reportée à la septième réunion du Conseil.

Point 12 de l'ordre du jour : Dates et lieu de la septième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation

77. Le président confirme que le Conseil tiendra sa septième réunion à Bonn, du 14 au 16 septembre 2009. À l'issue d'un débat visant à régler les problèmes de calendrier de plusieurs membres et de leurs suppléants, le président confirme que la huitième réunion se tiendra également à Bonn, du 16 au 18 novembre 2009.

Point 13 de l'ordre du jour : Adoption du rapport et clôture de la réunion

78. Pour conclure, le président passe en revue le travail accompli au cours de la réunion. Le Conseil a créé deux comités et établi les budgets annuels du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation et de l'Administrateur. Il a sélectionné un logo et reçu sa première contribution volontaire, d'un montant de 117,90 euros. Le Conseil a également fait avancer la question des normes fiduciaires au point où elles peuvent être incorporées dans le *Projet de politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation* et le président pense que le Conseil devrait être en mesure d'approuver ce document à sa septième réunion. Il rappelle également au Conseil que deux pays ont offert d'accueillir sa réunion et que ces offres seront examinées par le Groupe de travail spécial créé durant la quatrième réunion. Le Groupe de travail évaluera les offres pendant l'intersession et fera une recommandation qui sera examinée par le Conseil à sa septième réunion.

79. Après les civilités d'usage, le président déclare la séance close à 17 heures le mercredi 17 juin 2009.

Annexe I

ORDRE DU JOUR ADOPTÉ POUR LA SIXIÈME RÉUNION

1. Ouverture de la réunion
2. Questions d'organisation
 - (a) *Adoption de l'ordre du jour*
 - (b) *Organisation des travaux*
 - (c) *Statut d'observateur*
3. Nomination de nouveaux membres ou membres suppléants
4. Rapport du président sur ses activités intersessions
5. Compte rendu des activités du Secrétariat
6. Monétisation des URCE
7. Questions laissées en suspend à l'issue de la cinquième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation
 - a) *Rapport sur les normes fiduciaires et de gestion*
 - b) *Finalisation du Projet de politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation*
 - c) *Capacité juridique du Conseil du Fonds pour l'adaptation*
 - d) *Établissement de comités du Conseil*
 - e) *Modification du règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l'adaptation*
 - f) *Logo du Fonds pour l'adaptation*
8. Question financières
 - a) *État des ressources du Fonds d'affectation spéciale*
 - b) *Budget du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pour la période allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010*
 - c) *Budget de l'Administrateur pour la période allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010*
 - d) *Programme de travail 2009*
9. Lettre d'invitation adressée aux Parties admises à faire des propositions d'accréditation auprès du Conseil du Fonds pour l'adaptation
10. Rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur son système de conseillers régionaux
11. Questions diverses
12. Dates et lieu de la septième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation
13. Adoption du rapport et clôture de la réunion

Annexe II

MEMBRES ET SUPPLÉANTS PRÉSENTS À LA SIXIÈME RÉUNION

MEMBRES		
Nom	Pays	Groupe de pays
M. Cheikh Ndiaye Sylla	Sénégal	Afrique
Mme Merlyn Van Voore	Afrique du Sud	Afrique
M. Mahendra Siregar	Indonésie	Asie
M. Mohammed Al-Maslamani	Qatar	Asie
M. Jerzy Janota Bzowski	Pologne	Europe orientale
Mme Medea Inashvili	Géorgie	Europe orientale
M. Jeffery Spooner	Jamaïque	Amérique latine et Caraïbes
M. Luis Santos	Uruguay	Amérique latine et Caraïbes
M. Anton Hilber	Suisse	Groupe des États d'Europe occidentale et autres États
M. Jan Cedergren	Suède	Groupe des États d'Europe occidentale et autres États
M. Selwin Hart	Barbade	Petits États insulaires en développement
M. Richard Muyungi	République-Unie de Tanzanie	Pays les moins avancés
M. Julien Rencki	France	Parties visées à l'annexe I
M. Hiroshi Ono	Japon	Parties visées à l'annexe I
M. Ricardo Lozano Picón	Colombie	Parties non visées à l'annexe I
M. Farrukh Iqbal Khan	Pakistan	Parties non visées à l'annexe I

MEMBRES SUPPLÉANTS		
Nom	Pays	Groupe de pays
M. Richard Mwendandu	Kenya	Afrique
M. Elsayed Sabry Mansour	Égypte	Afrique
M. Damdin Davgadorj	Mongolie	Asie
Mme Tatyana Ososkova	Ouzbékistan	Asie
Mme Dinara Gershinkova	Fédération de Russie	Europe orientale
Mme Iryna Trofimova	Ukraine	Europe orientale
M. Octavio Pérez Pardo	Argentine	Amérique latine et Caraïbes
M. Luis Paz Castro	Cuba	Amérique latine et Caraïbes
M. Hans Olav Ibrekk	Norvège	Groupe des États d'Europe occidentale et autres États
M. Markku Kanninen	Finlande	Groupe des États d'Europe occidentale et autres États
M. Amjad Abdulla	Maldives	Petits États insulaires en développement
Mme Vanessa Alvarez Franco	Espagne	Parties visées à l'annexe I
M. Yvan Biot	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Parties visées à l'annexe I
M. William Kojo Agyemang-Bonsu	Ghana	Parties non visées à l'annexe I
M. Bruno Sekoli	Lesotho	Parties non visées à l'annexe I

Annex III

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussigné, _____,

En tant que membre/membre suppléant du Conseil du Fonds pour l'adaptation, fais sous serment la déclaration écrite ci-après et accepte de m'y conformer, avant de prendre ou de continuer à assumer mes fonctions au sein du Conseil :

« Je déclare solennellement que je m'acquitterai de mes fonctions et exercerai mon autorité de membre ou de membre suppléant du Conseil du Fonds pour l'adaptation en tout honneur, loyauté, impartialité et conscience.

En outre, je déclare solennellement que, sous réserve de mes attributions au sein du Conseil du Fonds pour l'adaptation, je ne divulguerai, même après la cessation de mes fonctions, aucune information confidentielle dont je pourrais avoir connaissance en raison des fonctions que j'exerce au sein du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

Je m'engage à divulguer immédiatement au Conseil du Fonds pour l'adaptation tout intérêt dans toute affaire dont serait saisi le Conseil et qui pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts ou qui pourrait être incompatible avec le respect des principes d'indépendance et d'impartialité exigé d'un membre ou d'un membre suppléant du Conseil, et à m'abstenir de participer aux travaux du Conseil se rapportant à cette affaire. »

Bonn, le 15 juin 2009

Signature

Nom du signataire en caractères d'imprimerie

Annexe IV

ÉTAT DES RESSOURCES DU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DU FONDS POUR L'ADAPTATION APRES LA VENTE INITIALE D'URCE

RAPPORT ETABLI PAR LA BANQUE MONDIALE EN TANT QU'ADMINISTRATEUR DU FONDS POUR L'ADAPTATION

1. Le présent rapport a pour objet d'informer le Conseil du Fonds sur l'état des ressources du fonds d'affectation spéciale après la vente initiale d'unités de réduction certifiée des émissions. En fin de journée le 12 juin 2009, le produit de la vente des URCE s'élevait à **18,33 millions de dollars** environ, répartis comme suit : i) 10,29 millions de dollars déposés sur le compte du fonds d'affectation spéciale, et ii) un montant additionnel de 8,04 millions de dollars en contrevalet devant être convertis en dollars et versés au fonds d'affectation spéciale au cours des jours suivants.
2. Le Conseil du Fonds pour l'adaptation a approuvé un montant total de 3,75 millions de dollars au titre d'engagements visant à rembourser : i) le prêt du Fonds pour les pays les moins avancés au fonds administratif¹ (700 000 dollars), ii) les contributions des bailleurs de fonds ayant demandé une restitution de leurs contributions au fonds administratif (1,68 million de dollars), et iii) le coût des services de l'Administrateur pour la période allant de juillet 2008 à juin 2009, tel qu'approuvé par le Conseil du Fonds pour l'adaptation (1,36 million de dollars). Des engagements additionnels de 3,75 millions de dollars doivent être approuvés par le Conseil, répartis comme suit : i) budget prévisionnel des services de l'Administrateur pour l'exercice 09 (1,46 million de dollars), et ii) budget de fonctionnement du Conseil et du Secrétariat pour l'exercice 09 (2,29 millions de dollars).
3. Après décaissement des montants susmentionnés, le solde du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation disponible pour des compléments de financement s'élève à environ 10,83 millions de dollars.
4. Le tableau 1 présente l'état actuel des ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation.

¹ Fonds d'affectation spéciale multidonateurs l'appui du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Tableau 1.

Fonds d'affectation du Fonds pour l'adaptation État des ressources disponibles au 12 juin 2009 (contrevaletur en millions de dollars)		
1. Ressources détenues en fiducie		18,33*
a. Monétisation des URCE a/	10,29	
b. Produit de la vente des URCE, compte transitoire b/	8,04*	
2. Montants engagés au titre de remboursements		3,75
a. Prêt du Fonds pour les PMA	0,70	
b. Remboursement des contributions des bailleurs de fonds au fonds administratif c/	1,68 1,37	
<u>c. Budget de l'Administrateur pour l'exercice 09</u>		3,75
3. Montants devant être approuvés par le Conseil du Fonds pour l'adaptation	1,46 2,29	
<u>a. Projet de budget des services de l'Administrateur pour l'exercice 10</u>		10.83*
<u>b. Projet de budget du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pour l'exercice 10</u>		
4. Ressources disponibles pour les financements autorisés par le Conseil (4 = 1-2-3)		

a. Produit effectif de la vente des URCE détenu en dollars sur le fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation.

b. Montant estimatif du produit de la vente des URCE devant être converti en dollars, au 12 juin 2009.

c. Contributions de l'Australie, du PNUE et du Royaume-Uni au fonds d'affectation spéciale multidonateurs à l'appui du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation, qui

doivent être remboursées aux termes des accords relatifs au fonds d'affectation spéciale, tel qu'approuvé par le Conseil du Fonds pour l'adaptation à sa cinquième réunion.

* Sous réserve de la confirmation des taux de change effectifs appliqués au produit de la vente des URCE.

Annexe V

Groupe de travail (sur les normes fiduciaires)
Mardi 16 juin 2009

Normes fiduciaires recommandées par le Conseil du Fonds pour l'adaptation

Les institutions d'exécution nationales et multilatérales assument l'entière responsabilité de la gestion générale des projets et programmes financés par le Fonds pour l'adaptation, ainsi que la responsabilité financière, du suivi et de l'information [par. 26 – procédures opérationnelles]

À sa septième réunion, en septembre 2009, le Conseil du Fonds pour l'adaptation adoptera les normes fiduciaires ci-après régissant l'utilisation et le décaissement des fonds émis par le Fonds pour l'adaptation ainsi que l'établissement de rapports à leur sujet.

- **Intégrité et gestion financières**

États financiers conformes aux normes comptables [reconnues à l'échelle internationale]

- Audits externes. Les travaux du cabinet ou organisme d'audit externe sont conformes à des normes d'audit reconnues à l'échelle internationale telles que les Normes internationales d'audit (ISA).
- Capacités démontrées d'audit interne
- Mécanismes administratifs adéquats pour éviter les conflits d'intérêts

A. Capacité institutionnelle

- Systèmes et règles de passation de marché en place et conformes aux principes généralement reconnus en la matière.
- Capacité de suivi et d'évaluation de l'état d'avancement des projets et programmes
- Moyens et procédures appropriés pour faire face à des irrégularités de gestion financière et autres fautes professionnelles
- Dispositifs fiduciaires, y compris les audits, entièrement transparents aux yeux des parties prenantes

Enregistrement/Accréditation des entités

Le processus d'enregistrement/accréditation se déroule en plusieurs phases :

- PHASE 1 : Les pays présentent au Secrétariat une demande attestant qu'ils remplissent les conditions fiduciaires requises
- PHASE 2 : Le Conseil crée un groupe d'accréditation composé de deux membres du Conseil et trois experts. Le groupe reçoit l'aide et le soutien du Secrétariat
- PHASE 3: Le groupe d'accréditation examine la demande d'accréditation et présente sa recommandation
- PHASE 4 : Si le groupe a besoin d'informations complémentaires pour faire sa recommandation, une mission ou une téléconférence peut être organisée dans le pays en question
- PHASE 5 : Le Conseil prend une décision et en informe l'institution (par voie de notification écrite)

Note : À titre exceptionnel, il sera fait appel à un évaluateur externe pour régler les questions particulièrement difficiles et controversées

Note : Le groupe d'accréditation peut faire deux types de recommandation :

- a) Le candidat répond aux conditions requises et l'accréditation est recommandée
- b) Il reste certaines conditions à remplir par le candidat. Le groupe peut recommander de fournir un appui technique au candidat dans les domaines nécessitant un effort supplémentaire.

Annexe - Tableaux

Normes de gestion des risques fiduciaires et autres exigences à respecter, conformément aux décisions

Principales normes fiduciaires à respecter :
Compétences et capacités particulières

Compétence requise	Capacité particulière requise	Moyens de vérification
I Gestion et intégrité financières	Aptitude à comptabiliser correctement et régulièrement les transactions et les soldes, suivant des règles spécifiques, attestée par un cabinet ou organisme d'audit externe indépendant	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement d'états financiers fiables /comptes annuels vérifiés • Comptes vérifiés • Présentation de comptes de division détaillés • Utilisation de logiciels de comptabilité reconnus et connaissance des procédures comptables en vigueur dans les pays en développement • Capacité démontrée d'audit interne
	Aptitude à sauvegarder et gérer efficacement les fonds, et à les verser rapidement aux bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Prévisions financières démontrant la solvabilité financière • Systèmes de paiement/décaissement établis
	Aptitude à établir des plans de financement et des budgets prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation de budgets (de fonctionnement général et par projet, division ou ministère) • Aptitude démontrée à imputer les dépenses au budget
	Capacité juridique de passer des contrats avec le Fonds pour l'adaptation et des tiers	<ul style="list-style-type: none"> • Preuve de l'acquisition de la personnalité juridique requise s'il ne s'agit pas d'une administration ou institution publique. • Capacité/autorité juridique démontrée et aptitude à recevoir directement des fonds
II Capacité institutionnelle requise		

Compétence requise	Capacité particulière requise	Moyens de vérification
	Procédures de passation de marché assurant une concurrence transparente	<ul style="list-style-type: none"> • Preuve de l'existence au niveau national de règles et procédures de passation de marché conformes aux pratiques internationales reconnues (notamment des procédures de règlement des litiges)
	Capacité de suivi et d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Démonstration des capacités existantes de suivi et d'évaluation
	Aptitude à concevoir, élaborer et évaluer un projet	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux ressources et aux dossiers disponibles concernant les activités d'évaluation
	Aptitude à gérer ou superviser l'exécution de projets et programmes, y compris l'aptitude à gérer les bénéficiaires secondaires et à appuyer l'exécution des projets et programmes	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des aspects techniques, financiers, économiques, sociaux, environnementaux et juridiques du projet et aptitude à les prendre en compte ainsi que leurs incidences • Compétence démontrée en matière d'exécution ou de supervision de projets et programmes de même nature que le projet ou programme visé
III Transparence et pouvoirs d'enquête interne	Aptitude à faire face à des irrégularités de gestion financière et autres fautes professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Démonstration des moyens et des procédures en place pour faire face à des irrégularités de gestion et autres fautes professionnelles

Annexe VI

Comité d'éthique et des finances

Projet de mandat

1. Le Comité d'éthique et des finances est chargé de conseiller le Conseil pour tout ce qui concerne les conflits d'intérêts et les questions de déontologie, de financement et d'audit.
2. À cet égard, le Comité :
 - a) Élabore et soumet à l'approbation du Conseil un projet de code de conduite concernant l'application de la section VII du Règlement intérieur afin de protéger les membres du Conseil et leurs suppléants ainsi que le personnel du Secrétariat contre les conflits d'intérêts que pourrait causer leur participation aux travaux du Conseil, en définissant les cas de conflit d'intérêts et les procédures à suivre en la matière ;

Supervise l'application du code de conduite, aplanit les divergences de vues quant à son interprétation et gère les conséquences d'une violation ;

- b) Examine le budget de fonctionnement du Conseil, du Secrétariat et de l'Administrateur, et fait connaître son avis ;
 - c) Conseille le Conseil sur la politique et les procédures générales de mobilisation de ressources, y compris sur les recommandations de l'Administrateur concernant la vente des URCE et le recouvrement des contributions provenant d'autres sources ;
 - d) Examine les états financiers du Fonds ;
 - e) Examine les résultats du Fonds et des institutions d'exécution nationales et multilatérales à la lumière des évaluations internes et externes ainsi que des rapports soumis par lesdites institutions et autres sources d'information appropriées ;
 - f) S'occupe des questions de suivi et d'évaluation des projets et programmes, pour ce qui est notamment des rapports d'activité annuels, des rapports de suivi annuels et autres questions visées aux paragraphes 42 à 45 des Politiques et modalités opérationnelles ;

g) Supervise les activités de recrutement et de fourniture de services du Secrétariat et autres activités relevant de la compétence du Comité ;

h) Supervise les activités de l'Administrateur dans les domaines relevant de la compétence du Comité ;

i) Examine toute autre question que le Conseil juge appropriée.

3. Le Comité, en consultation avec le président du Conseil, peut faire appel à l'aide ou aux conseils d'experts pour s'acquitter de ses fonctions ;

. 4. Si la question examinée l'exige, l'Administrateur assiste aux réunions du Comité.

Comité d'examen des projets et programmes

Projet de mandat

1. Le Comité d'examen des projets et programmes est chargé d'aider le Conseil pour tout ce qui a trait à l'examen des projets et programmes, conformément aux *politiques et modalités opérationnelles provisoires régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation* (les politiques et modalités opérationnelles), et de fournir au Conseil des recommandations et des conseils à ce sujet.
2. À cet égard, le Comité :
 - a) Examine et évalue les projets et programmes présentés au Conseil par les Parties répondant aux conditions d'admissibilité en application des politiques et modalités opérationnelles ;
 - b) Règle les questions soulevées par les projets et programmes présentés au Conseil, y compris les questions de fond laissées en suspens ;
 - c) Examine, avec l'appui du Secrétariat, les rapports sur les projets et programmes présentés par les institutions d'exécution nationales et multilatérales conformément aux dispositions du paragraphe 46 des politiques et modalités opérationnelles ; fait rapport au Conseil sur l'approbation, l'annulation, la clôture ou la suspension de projets et programmes et toute autre question dont il est saisi, et présente des recommandations à ce sujet ; et
 - d) Examine toute autre question que le Conseil juge appropriée.
3. Les représentants des institutions d'exécution nationales et multilatérales peuvent être invités par le président du Comité à assister aux réunions afin de donner des précisions sur les projets et programmes et de fournir des informations à l'appui des débats.
4. Le Comité, en consultation avec le président du Conseil, peut faire appel à l'aide ou aux conseils d'experts pour s'acquitter de ses fonctions.

Projet de modalités de fonctionnement des comités

I. Composition

1. Les comités se composent de membres du Conseil et de leurs suppléants.
2. Le mandat des membres des comités est d'une année, reconductible une fois. Les membres siègent par roulement afin d'assurer la continuité.
3. Si un membre est dans l'incapacité de s'acquitter de ses fonctions ou se retire, un nouveau membre est nommé par le Conseil pour la période restant à courir.

II. Présidence

4. Le président et le vice-président du Conseil, en consultation avec le Conseil, nomment un président et un vice-président pour chaque comité.
5. Le Conseil élit le président et le vice-président de chaque comité, l'un issu des Parties visées à l'annexe I, l'autre des Parties non visées à l'annexe I. Les deux charges alternent chaque année entre les Parties visées à l'annexe I et les Parties non visées à l'annexe I.
6. Si le président ou le vice-président est dans l'incapacité de s'acquitter de ses fonctions ou se retire, un nouveau président ou vice-président est nommé par le Conseil pour la période restant à courir.

III. Responsabilités

7. Les décisions et le programme de travail du Conseil définissent clairement la portée des questions à traiter par chaque comité et déterminent à quel comité incombe la responsabilité principale de chaque question.
8. Les comités soumettent les questions relevant de leur compétence au Conseil pour examen et suite à donner.

IV. Modalités de fonctionnement

9. Les comités sont assujettis à leur mandat tel qu'adopté par le Conseil, et aux présentes modalités de fonctionnement. Le Conseil révisé le mandat et les présentes modalités de fonctionnement selon que de besoin, sur les recommandations des comités.
10. Le *Règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l'adaptation* (le Règlement intérieur) s'applique *mutatis mutandi* aux réunions des comités.
11. Les comités se réunissent sur décision du Conseil, simultanément et immédiatement après les réunions du Conseil.

12. Les comités tiennent leurs réunions à huis clos, sauf décision contraire du Conseil.
13. La langue de travail des comités est l'anglais.
14. Le Secrétariat établit un lien sûr qui relie chaque comité au site Web du Fonds afin de faciliter les consultations susmentionnées et de permettre aux membres du Conseil d'avoir accès aux documents de travail des comités.
15. Les présidents de comité s'efforcent de faire des recommandations consensuelles au Conseil. Lorsqu'un comité ne parvient pas à un consensus, il communique au Conseil les avis divergents exprimés par ses membres.
16. Les recommandations des comités sont rendues publiques, sauf décision contraire du Conseil.
17. Les comités présentent des rapports annuels au Conseil sur leurs activités, y compris sur la participation aux réunions et les décisions prises.

V. Experts

18. Les comités, en consultation avec le président du Conseil, peuvent faire appel à l'aide ou aux conseils d'experts pour s'acquitter de leurs fonctions ;
19. Le Conseil approuve le mandat des experts, y compris un mécanisme d'établissement de rapports à l'intention du comité et des critères de sélection.
20. Le Secrétariat lance un appel international à des experts et établit une liste de candidats ayant des compétences reconnues dans leur domaine de spécialisation, en tenant compte du mandat approuvé par le Conseil pour les experts et de la nécessité d'assurer une représentation régionale équitable. Les présidents et vice-présidents de comité sélectionnent des experts dans la liste susmentionnée.
21. Les experts sont assujettis au code de conduite approuvé par le Conseil, ainsi qu'aux décisions et règles y afférentes ;
22. Les experts qui fournissent des conseils aux comités sur une question particulière sont autorisés à participer à l'examen de cette question aux réunions du Conseil, sauf décision contraire du comité concerné.

VI. Rôle du Secrétariat

23. Le Secrétariat coordonne et facilite les travaux des comités;
24. Le Secrétariat charge un membre qualifié de ses services d'assurer la liaison avec chaque comité.

25. Le chargé de liaison avec le comité lui fournit des services de secrétariat, assiste à ses réunions et aide le président et le vice-président à préparer, faciliter et coordonner ses travaux et réunions. Il opère sous la conduite du président et du vice-président, et s'acquitte promptement des tâches que lui confie le comité.

Annexe VII

COMITE D'ETHIQUE ET DES FINANCES

M. Richard MWENDANDU
Mme Merlyn VAN VOORE (vice-présidente)
M. Damin DAVGADORJ
M. Mahendra SIREGAR
Mme Dinara GERSHINKOVA (présidente)
Mme Iryna TROFIMOVA
M. Luis PAZ CASTRO
M. Octavio PEREZ PARDO
M. Anton HILBER
M. Selwin HART
M. Nojibur RAHMAN
Mme Vanesa ALVAREZ FRANCO
M. Julien RENCKI
M. William Kojo AGYEMANG-BONSU
M. Bruno SEKOLI

COMITE D'EXAMEN DES PROJETS ET PROGRAMMES

M. Cheikh Ndiaye SYLLA
M. Elsayed Sabry MANSOUR
M. Mohammed AL-MASLAMANI
Mme Tatyana OSOSKOVA
M. Jerzy JANOTA BZOWSKI
Mme Medea INASHVILI
M. Jeffery SPOONER
M. Luis SANTOS
M. Hans Olav IBREKK (vice-président)
M. Markku KANNINEN

M. Amjad ABDULLA (président)

M. Richard MUYUNGI

M. Hiroshi ONO

M. Yvan BIOT

M. Ricardo LOZANO PICON

Annexe VIII

LOGO DU FONDS POUR L'ADAPTATION ADOPTE PAR LE CONSEIL A SA SIXIEME REUNION



[FONDS POUR L'ADAPTATION]

Annexe IX

ÉTAT DES RESSOURCES DU FONDS ADMINISTRATIF

Introduction

1. Les paragraphes 24 à 26 de la décision 1/CMP.3 fixent le cadre financier du fonctionnement du Fonds pour l'adaptation, qui prévoit notamment la création d'un fonds d'affectation spéciale destiné à couvrir le coût des mesures d'adaptation et la définition du mode de financement des dépenses administratives afférentes au fonctionnement du Fonds. Le paragraphe 27 de cette décision invite les Parties à financer provisoirement, dans l'attente de la monétisation des URCE, les dépenses administratives afférentes au fonctionnement du Fonds en versant des contributions au fonds fiduciaire administratif créé à l'appui du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation, ci-après dénommé « le fonds administratif ».

2. Le présent document est établi par le Secrétariat pour informer le Conseil de l'état des ressources du Fonds pour l'adaptation et des dépenses encourues par le Fonds au 15 juin 2009.

État des contributions versées au fonds administratif

3. Au 15 juin 2009, le Danemark, la Finlande, la France, le Japon, la Norvège, la Suède et la Suisse avaient versé **1 467 000 dollars**, à titre de dons, pour financer les frais administratifs du Fonds.

4. Au 15 juin 2009, l'Australie, le Royaume-Uni et le PNUE avaient versé **1 681 000 dollars** de contributions au titre des frais administratifs du Fonds. Ces contributions seront remboursées aux bailleurs de fonds qui en font la demande.

5. En outre, le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) a octroyé un prêt remboursable de **700 000 dollars** pour couvrir les frais de fonctionnement du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation. L'état récapitulatif de ces contributions figure au tableau 1.

Tableau 1: Contributions versées au fonds administratif à l'appui du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation, au 15 juin 2009

Contributions versées au fonds administratif à l'appui du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation			
Bailleur de fonds	Devise	Montant	Contrevaleur en dollars
<u>Dons</u>			
Danemark	DKK	3,000,000	544,030.18
Finlande	EUR	100,000	155,340.00
France	EUR	95,000	122,692.50
Japon	USD	13,094	13,093.97
Norvège	NOK	1,000,000	201,726.78
Suède	SEK	2,100,000	251,154.11
Suisse	CHF	200,000	178,651.18
Total partiel - Dons			1,466,688.72
<u>Prêt et dons remboursables</u>			
Prêt du Fonds pour les PMA	USD	700,000	700,000.00
Australie*	AUD	200,000	191,340.00
R.-U.*	GBP	500,000	990,300.00
PNUE*	USD	500,000	500,000.00
Total partiel – Prêt et dons remboursables			1,681,640.00
Moins les commissions d'établissement de dossier et de gestion versées à l'Administrateur et au Département juridique			(97,966.58)
TOTAL			3,750,362.14

*Ces contributions peuvent être remboursées aux bailleurs de fonds qui en font la demande ou transférées sur un autre fonds après la vente des URCE.

Budget du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008

6. En 2008, le Conseil du Fonds pour l'adaptation a approuvé une série de budgets d'un montant total de **2 379 811 dollars** couvrant les activités du Secrétariat durant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008. Les postes de dépenses étaient les suivants : i) études et préparation des documents nécessaires aux quatre réunions du Conseil du Fonds pour

l'adaptation ; ii) déplacements des membres du Conseil participant aux quatre réunions du Conseil ; iii) déplacements des membres du Conseil participant aux trois réunions de comité ; et iv) déplacements des membres du Secrétariat chargés d'organiser et d'administrer les quatre premières réunions du Conseil et les trois réunions de comité.

Dépenses du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour la période du 1er janvier au décembre 2008

7. Les dépenses encourues par le Secrétariat au cours de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2008 sont estimées à **1 885 743 dollars** et se répartissent comme suit : i) études et préparation des documents nécessaires aux quatre réunions du Conseil ; ii) déplacements des membres du Conseil participant aux quatre réunions du Conseil ; et iii) déplacements des membres du Secrétariat chargés d'organiser et d'administrer les réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation et d'en assurer le suivi.

Budget du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2009

8. Le budget du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2009, tel qu'approuvé par le Conseil le 26 mars 2009, s'établit à **754 760 dollars**.

État des ressources du fonds administratif au 15 juin 2009

9. Le montant total net des ressources du fonds administratif s'établit à **3 750 362 dollars**.

10. Le solde disponible, déduction faite des dépenses de fonctionnement du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pour la période s'achevant le 1^{er} juillet 2009, s'établit à **1 109 859 dollars**.

11. Comme suite à la décision AFB/B.5/6/, il est proposé de rembourser le prêt de **700 000 dollars** du Fonds pour les pays les moins avancés par prélèvement sur le solde disponible dans le **fonds administratif**.

12. Comme convenu par le Conseil à sa cinquième réunion, un montant de **1 681 640 dollars** sera remboursé par l'Administrateur, après consultation avec les bailleurs de fonds, conformément aux termes de l'accord signé avec l'Australie, le Royaume-Uni et le PNUE, par prélèvement sur les ressources du nouveau « **fonds d'affectation spéciale à l'appui du Fonds pour l'adaptation** », en raison de l'insuffisance des ressources du **fonds administratif**.

13. En outre, il est proposé de financer les dépenses inscrites au budget du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pour la période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010 (voir le

document AFB/B.6/9/Rev.2) par prélèvement sur le nouveau « **fonds d'affectation spéciale à l'appui du Fonds pour l'adaptation** », en raison de l'insuffisance des ressources du **fonds administratif**.

14. Le reliquat des ressources disponibles pour le fonds administratif se monte à **409 859 dollars**.

Tableau 2: État des ressources du fonds administratif du Fonds pour l'adaptation au 15 juin 2009

Montant total disponible au 15 juin 2009	3 750 362
Dépenses encourues du 1er janvier au 31 décembre 2008	1 885 743
Budget approuvé pour la période du 1er janvier au 30 juin 2009	754 760
Remboursement du prêt de 700 000 dollars du Fonds pour les PMA	700 000
Fonds disponibles au 15 juin 2009	409 859
Versements en attente au 15 juin 2009	152 233

Annonces de contributions supplémentaires

15. Le Gouvernement néerlandais a annoncé qu'il ferait une contribution supplémentaire de 100 000 euros au fonds administratif. Au 15 juin 2009, ce montant n'avait pas été intégralement versé. En outre, une partie des frais prélevés par

l'Administrateur pressenti sur les financements reçus (**4 660,20 dollars**) doit être restituée au fonds administratif. Ces chiffres sont présentés en détail au Tableau 3.

**Tableau 3: Versements en attente sur le fonds administratif du Fonds pour l'adaptation au
15 juin 2009**

Contributions restant à verser au fonds administratif à l'appui du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation			
Pays-Bas	EUR	100 000	USD 155 340,00
Moins commission de gestion de l'Administrateur et du Département juridique (5%) USD 7 767,00)			
60 % de la commission de 5 %, à prélever sur les contributions en attente de recouvrement			
Total restant à verser			USD 152 233,20

Annexe X

BUDGET REVISE DU CONSEIL ET DU SECRETARIAT DU FONDS POUR L'ADAPTATION POUR LA PERIODE DU 1ER JUILLET 2009 AU 30 JUIN 2010

INTRODUCTION

1. À sa cinquième réunion, le Conseil du Fonds pour l'adaptation a adopté un budget révisé couvrant les activités du Secrétariat et du Conseil pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 2009. Les postes de dépenses étaient les suivants : i) études et préparation des documents nécessaires pour les cinquième et sixième réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation, devant se tenir en mars et juin 2009 respectivement ; ii) services de secrétariat : administration des réunions et suivi des décisions du Conseil pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009 ; iii) participation des membres du Conseil et de leurs suppléants aux cinquième et sixième réunions du Conseil ; iv) déplacements des membres du Secrétariat chargés d'organiser les cinquième et sixième réunions du Conseil ; et v) services de consultants pour établir un rapport sur les normes fiduciaires conformément à la décision B.5/3.
2. Les tableaux suivants fournissent des informations sur la budgétisation des ressources du Fonds pour l'adaptation pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2010.
 - a) Dépenses encourues et budget pour la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tel qu'approuvé le 26 mars 2009 par le Conseil du Fonds pour l'adaptation (tableau 1).
 - b) Projet de budget du Secrétariat et du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (tableau 2).

DEPENSES ENCOURUES ET BUDGET APPROUVE POUR LE CONSEIL ET LE SECRETARIAT DU FONDS POUR L'ADAPTATION : 1ER JANVIER - 30 JUIN 2009

3. Les dépenses encourues par le Fonds pour l'adaptation au cours des six premiers mois de 2009 sont estimées à **762 482 dollars** et se répartissent comme suit: i) études et préparation des documents nécessaires au Conseil du Fonds pour l'adaptation ; ii) déplacements des membres du Conseil et de leurs suppléants participant aux cinquième et sixième réunions du Conseil ; et iii) déplacements des membres du Secrétariat chargés d'organiser et d'administrer les cinquième et sixième réunions du Conseil ; et iv) services de secrétariat : administration des réunions et suivi des décisions du Conseil ;
4. Le tableau 1 présente une ventilation des dépenses et du budget approuvé. Comme on peut le constater, les dépenses se situent dans une fourchette normale. Cependant, en l'absence d'une cérémonie de lancement du programme de monétisation des URCE, cette rubrique n'a pas été utilisée.

5. Conformément au *Règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l'adaptation*, des règles révisées concernant les frais de voyage et les indemnités de subsistance seront appliquées pour la septième réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation et les suivantes, sous réserve de la création du Fonds pour l'adaptation. Le montant moyen du budget prévu pour les déplacements de chaque membre ou membre suppléant du Conseil augmentera de 4 500 à 7 500 dollars par mission.

6. Le *Règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l'adaptation* qui a été approuvé autorise la prestation de services d'interprétation aux réunions du Conseil dans les six langues officielles des Nations Unies, en fonction des besoins des membres du Conseil présents. Des services d'interprétation sont actuellement assurés dans cinq langues et les coûts y afférents sont inclus dans les montants inscrits au budget des réunions à venir du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

7. Conformément aux instructions données par le Conseil du Fonds pour l'adaptation à sa cinquième réunion, des consultants ont été chargés d'établir un rapport sur les normes fiduciaires (voir le document AFB/B6/4) afin de faire des propositions concrètes concernant l'établissement de normes fiduciaires approuvées par le Conseil du Fonds pour l'adaptation.

**TABEAU 1 : DEPENSES ENCOURUES ET BUDGET APPROUVE POUR LE CONSEIL ET LE
SECRETARIAT DU FONDS POUR L'ADAPTATION :
1ER JANVIER – 30 JUIN 2009**

Dépenses encourues et budget approuvé pour le Conseil et le Secrétariat du Fonds pour l'adaptation (en dollars) :		
1er janvier – 30 juin 2009		
Poste de dépenses	Budget approuvé 1er janvier – 30 juin 2009	Dépenses encourues 1 ^{er} janvier – 30 juin 2009
<u>Personnel (Traitements et indemnités)</u>	147 368	148 656
10 agents du FEM deux mois/an	147 368	148 656
Chef du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation - frais imputés sur le budget pour la période juillet-décembre	0	0
<u>Déplacements des membres et suppléants du Conseil et des membres du Secrétariat</u>	363 000	321 718
5 membres du Secrétariat – 2 réunions chacun	75 000	77 387
24 membres participant à la réunion de mars 2009, conformément aux règles de la Banque mondiale	108 000	64 331
24 membres participant à la réunion de juin, conformément aux règles des Nations Unies	180 000	180 000
Appui au lancement du programme de monétisation des	0	0

URCE		
<u>Consultants</u>	32 000	32 000
Rapport sur les normes fiduciaires	32 000	32 000
<u>Frais généraux de fonctionnement</u>	42 392	34 556
Bureaux, équipement et fournitures	34 892	34 556
Appui au président pour la période de janvier à mars 2009 (appels sur téléphone mobile, prêt d'ordinateur, accès internet, services de secrétariat, photocopies, papier, etc.)	7 500	0
<u>Coût des réunions avec services d'interprétation dans 5 langues des Nations Unies</u>	170 000	225 552
-		
Total	754 760	762 482

**PROJET DE BUDGET DU CONSEIL ET DU SECRETARIAT DU FONDS POUR L'ADAPTATION : 1ER
JUILLET 2009– 30 JUIN 2010**

8. Dans la perspective de la sixième réunion du Conseil, un budget de **2 288 933** dollars est proposé pour couvrir les activités du Conseil et du Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pendant la période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010, comme suit : i) études et préparation des documents nécessaires aux septième, huitième, neuvième et dixième réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation, en septembre et novembre 2009 et mars et juin 2010 respectivement ; ii) services de secrétariat : administration des réunions et suivi des décisions du Conseil ; iii) déplacements des membres du Conseil et de leurs suppléants participant aux quatre réunions du Conseil entre juillet 2009 et juin 2010 ; et iv) déplacements des membres du Secrétariat chargés d'organiser les réunions du Conseil. Ce budget est distribué aux membres du Conseil du Fonds pour l'adaptation afin qu'ils puissent se prononcer à la sixième réunion du Conseil.

9. Les dépenses de personnel au titre des services fournis par des membres du Secrétariat du FEM au Conseil du Fonds pour l'adaptation sont inscrites au budget. Le temps consacré à ces tâches par chaque agent du FEM est estimé à deux mois par an. Les postes et fonctions sont indiqués au tableau 2, chaque fonction pouvant être assurée par plusieurs individus. À compter du 1^{er} juillet 2009, il est proposé de réduire de dix à huit le nombre d'agents du FEM fournissant chacun deux mois de travail par an. Le personnel employé à temps complet par le Secrétariat du Fonds pour l'adaptation prendra la relève.

10. Les frais de participation de la Chef du Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation à la réunion des Parties au Protocole de Kyoto qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009 ont été inclus pour fournir l'appui nécessaire au président, au vice-président et aux autres membres et membres suppléants du Conseil du Fonds pour l'adaptation durant les débats.

11. Comme convenu à la sixième réunion, un concours a été organisé afin de créer un logo approprié pour le Fonds pour l'adaptation. Tous les coûts sont inscrits au budget, y compris les

frais d'organisation du concours ainsi que les frais de voyage des lauréats à Bonn et leurs indemnités journalières de subsistance pendant une semaine.

**1. TABLEAU 2 : BUDGET REVISE COUVRANT LES ACTIVITES DU SECRETARIAT ET DU
CONSEIL DU FONDS POUR L'ADAPTATION : 1^{ER} JUILLET 2009 – 30 JUIN 2010 (EN DOLLARS)**

APPROVED FY08, APPROVED FY09 and PROPOSED FY10 BUDGETS OF THE BOARD & THE SECRETARIAT OF THE ADAPTATION FUND

		Approved FY08 (6 mos.)	Actual FY08 (6 mos.)		Approved FY09	Estimated FY09		Proposed FY10
PERSONNEL COMPONENT								
Full-time staff:								
01	Program Manager (GG)				398,370	398,370		0
02	Program Manager (GF) (vacant)				0	0		306,961
03	Program Assistant @ (vacant)				0	0		151,348
	sub-total AFB staff				398,370	398,370		458,309
2/months/year GEF staff:								
01	Head of the Secretariat (GJ)							
02	Legal Counsel (D1)							0
03	Operations Advisor (GH)							
04	Communications Advisor (GH)							
05	Program Manager (GG)							0
06	Monitoring Officer (GF)							
07	Information Officer (GF)							
08	Finance & Admin Officer (GF)							
09	Human Resources Assistant (GD)							
10	Executive Assistant (GD)							
	sub-total GEF staff	135,802	122,438		294,737	296,025		241,240
Consultants								
01	AFB Secretariat Support	32,000	75,080		67,000	37,000		37,500
02	Design and Operation of dedicated Web site	0	0		0	0		50,000
03	Fonds pour l'adaptation Logo	0	0		0	0		600
	sub-total Consultants	32,000	75,080		67,000	37,000		88,100
	SUB-TOTAL PERSONNEL COMPONENT	167,802	197,518		760,107	731,395		787,649
TRAVEL COMPONENT								
01	Consultants	36,000	38,870		15,000	0		0
02	AFB participation at Poznan	0	0		18,750	12,212		0
03	GEF CEO to attend 4th meeting	0	0		2,000	1,995		0
04	Professional-level staff to attend 4th meeting	0	0		7,500	0		0
05	AF Secretariat staff - 5 staff	108,000	71,924		150,000	133,232		150,000
06	Board - 24 eligible members	432,000	191,525		648,000	460,121		720,000
07	comité meetings (2 experts to attend 3 meetings)	72,000	0		0	0		135,000
08	AF Mgr. travel to Kyoto Protocol	0	0		0	0		7,500
09	Logo Competition Prize winner travel	0	0		0	0		9,000
10	Experts to attend 3 committee meetings	0	0		0	0		45,000
	SUB-TOTAL TRAVEL COMPONENT	648,000	302,319		841,250	607,560		1,066,500
GENERAL OPERATIONS COMPONENT								
01	Office Space, Equipment and Supplies	27,908	23,162		101,504	101,168		69,784
02	Support to Chair (communications)	0	0		22,500	15,000		0
	SUB-TOTAL GENERAL OPERATIONS COMPONENT	27,908	23,162		124,004	116,168		69,784
MEETINGS COMPONENT								
01	Logistics, translation, interpretation, etc.	239,500	216,143		326,000	453,959		340,000
AUDIT COMPONENT								
01	Trust Fund audit fees	0	0		0	0		25,000
	GRAND TOTAL ALL COMPONENTS	1,083,210	739,142		2,051,361	1,909,082		2,288,933

BUDGET DU CONSEIL ET DU SECRÉTARIAT DU FONDS POUR
L'ADAPTATION POUR L'EXERCICE 08 (APPROUVÉ), L'EXERCICE 09 (APPROUVÉ) ET
L'EXERCICE 10 (PROJET)

PERSONNEL

Personnel à temps complet

Directeur de programme
Directeur de programme (classe F)
Assistant de programme

Total partiel Conseil du Fonds pour l'adaptation

Agents du FEM – 2 mois/an

Chef du Secrétariat

Conseiller juridique

Conseiller - opérations

Conseiller – communications

Directeur de programme

Chargé du suivi

Chargé de l'information

Finance et administration

Assistant – ressources humaines

Assistant exécutif

Total partiel FEM

Consultants

Secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Conception et exploitation du site web du Fonds

Logo du Fonds pour l'adaptation

Total partiel

TOTAL PARTIEL – PERSONNEL

DÉPLACEMENTS

Consultants

Participation des membres du Conseil à la réunion de Poznan

Participation du président du FEM à la 4^{ème} réunion

Participation d'administrateurs à la 4^{ème} réunion

Secrétariat du Fonds pour l'adaptation – 5 membres

Conseil – 24 membres

Réunions de comité (2 experts – 3 réunions chacun)

Voyage de la Chef du Secrétariat à Kyoto

Prix du concours de logo

Participation d'experts à 3 réunions de comité

TOTAL PARTIEL – DÉPLACEMENTS

FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL

Bureaux, équipement et fournitures

Appui au président

TOTAL PARTIEL – FONCTIONNEMENT

RÉUNIONS

Logistique, traduction, interprétation, etc.

AUDIT

Audit du fonds d'affectation spéciale

TOTAL GÉNÉRAL

Annexe XI

Budget prévisionnel des services fournis par l'Administrateur au Fonds pour l'adaptation 1er juillet 2009 – 30 juin 2010

**Présenté au Conseil du Fonds pour l'adaptation pour accord mutuel
15-17 juin 2009**

1. Dans sa décision 1/CMP.4, la Réunion des parties a provisoirement adopté l'instrument juridique la liant à la Banque mondiale en qualité d'Administrateur provisoire d'Administrateur du Fonds pour l'adaptation. L'instrument juridique stipule que l'Administrateur assure deux fonctions pour le Fonds pour l'adaptation : a) monétisation des URCE pour le compte du Fonds pour l'adaptation, et b) administration du fonds d'affectation spéciale, notamment gestion financière des ressources du fonds d'affectation spéciale, gestion des placements, et comptabilité et présentation de rapports financiers. Il stipule également que l'Administrateur s'acquitte de ses fonctions conformément aux dispositions de ses Statuts, règlements, politiques et procédures. La décision 1/CMP.3 dispose en outre que l'Administrateur est comptable devant le Conseil du Fonds pour l'adaptation de l'exécution de ses obligations fiduciaires, et en particulier de la monétisation des unités de réduction certifiée des émissions (URCE) conformément aux directives du Conseil du Fonds pour l'adaptation.
2. À la réunion qu'il a tenue du 15 au 17 juin 2009, le Conseil du Fonds pour l'adaptation a approuvé un budget prévisionnel de 1 365 000 dollars au titre des services fournis par l'Administrateur du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009. Les montants effectifs pour l'exercice 08-09 seront communiqués au Conseil du Fonds pour l'adaptation après la clôture de l'exercice de l'Administrateur (30 juin 2009) et seront utilisés pour établir le montant définitif du budget 2009.
3. Le présent document fournit au Conseil du Fonds pour l'adaptation :
 - Une mise à jour des dépenses effectives pour l'exercice s'achevant le 30 juin 2009. À ce stade, il s'agit d'une simple estimation. Les honoraires et dépenses effectifs seront confirmés une fois qu'ils seront connus après la clôture de l'exercice de la Banque mondiale le 30 juin 2009. La Banque fournira ces renseignements au plus tard en septembre 2009, à la réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation.
 - Un projet de budget pour la période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010 couvrant les services à fournir au Fonds pour l'adaptation, pour accord mutuel avec le Conseil du Fonds pour l'adaptation. Comme stipulé dans l'instrument juridique concernant les services à fournir par l'Administrateur au Fonds pour l'adaptation et dans les Clauses relatives aux fonctions et attributions de l'Administrateur, ce dernier est tenu de présenter au Conseil du Fonds pour l'adaptation, pour accord mutuel et adoption par le Conseil, un budget prévisionnel qui représente la meilleure estimation des honoraires, frais et dépenses encourus, suivant le principe du recouvrement intégral. Ce budget sera soumis à un examen et

modifié en fin d'exercice, en fonction des honoraires, frais et dépenses effectivement encourus durant la période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010.

4. **Il est demandé au Conseil du Fonds pour l'adaptation d'approuver un budget prévisionnel de 1 462 500 dollars pour la période du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010, réparti comme suit : 787 500 dollars au titre des services fournis par l'Administrateur et 675 000 dollars au titre des services de monétisation des URCE.**
5. Le budget prévisionnel pour l'exercice 10, soit 1 462 500 dollars, représente un accroissement de 97 500 dollars (soit 7,1 %) par rapport au budget prévisionnel pour l'exercice 09. Cette augmentation du budget global est entièrement attribuable à l'intensification des activités de monétisation des URCE, qui se poursuivront tout au long de l'exercice 10. Le montant prévu de 787 500 dollars au titre des services fournis par l'Administrateur représente une réduction de 92 500 dollars (soit 10,5 %) par rapport aux prévisions pour l'exercice 09. Ces estimations pourront être corrigées en fin d'exercice pour assurer le recouvrement intégral des coûts et tenir compte des économies éventuellement réalisées.
6. Le budget prévisionnel se répartit comme suit :
 - i. ***Monétisation des URCE (675 000 dollars)*** : Le budget prévisionnel relatif à la monétisation des URCE repose sur une estimation du coût des ressources : dépenses de personnel, modifications apportées au système, déplacements et dépenses encourues par la Banque mondiale, en qualité d'Administrateur du Fonds pour l'adaptation, pour mettre en place et exécuter le programme de monétisation des URCE. Le budget prévisionnel comprend les frais de préparation, d'exécution et de règlement des transactions. L'Administrateur a le droit de confier les tâches relatives au règlement des transactions à un agent de règlement recruté par appel à la concurrence conformément aux règles de la Banque mondiale concernant la passation de marchés.
 - ii. ***Gestion financière (150 000 dollars)*** : Le montant définitif des frais de gestion financière pour l'exercice 10 dépend du montant des ressources et du nombre d'initiatives de financement approuvées par le Conseil du Fonds pour l'adaptation, ainsi que de la complexité des procédures opérationnelles adoptées pour enregistrer les affectations et les engagements et transférer les fonds. Ce poste de dépenses devrait être plus élevé pour l'exercice 10, lorsque le fonds d'affectation spéciale sera opérationnel, le produit de la vente des URCE sera perçu et les décaissements au titre des projets et programmes démarreront.
 - iii. ***Gestion des placements (17 500 dollars)*** : Les honoraires de gestion des placements sont calculés sur la base d'un coût de 3,5 points de pourcentage (0,035 %) du solde annuel moyen du portefeuille. Le solde moyen du portefeuille de placement du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation est estimé à 50 millions de dollars pour l'exercice (le solde est égal au produit net de la vente des URCE moins le montant total des décaissements).

- iv. ***Gestion du programme (180 000 dollars)*** : Ce poste de dépenses comprend les dépenses de personnel liées à la participation au Conseil du Fonds pour l'adaptation et à ses réunions ; la collaboration avec le Conseil et le Secrétariat du Fonds pour l'adaptation pour élaborer les règles régissant les transactions financières ; et la mise en place et l'exploitation de systèmes fiables et efficaces d'information sur les méthodes et procédures de transaction du fonds d'affectation spéciale. Les dépenses prévues sont moins élevées pour l'exercice 10 que pour l'exercice précédent.
- v. ***Comptabilité et rapports financiers (55 000 dollars)*** : Étant donné qu'une grande partie des frais afférents à la mise en place des systèmes et du fonds d'affectation spéciale sera imputée au budget de l'exercice 09, les dépenses devraient être beaucoup moins importantes pour l'exercice 10.
- vi. ***Services juridiques (190 000 dollars)*** : Ce poste de dépenses comprend a) les frais juridiques liés à l'établissement du programme de monétisation des URCE et à l'opérationnalisation du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation ; b) le coût des services contractuels fournis par le conseiller juridique extérieur chargé d'examiner les questions de capacité juridique pour le compte du Conseil du Fonds pour l'adaptation et la conformité de la vente des URCE aux règles relatives aux transactions sur titres ; c) les frais de déplacement du conseiller juridique pour les réunions du Conseil.
- vii. ***Audit externe (90 000 dollars)*** : Ce poste de dépenses couvre l'audit externe des états financiers du fonds d'affectation spéciale pour l'exercice 10.
- viii. ***Déplacements (105 000 dollars)*** : Les frais de voyage devraient être moins élevés pour l'exercice 10 que pour l'exercice précédent. Ils couvrent les déplacements de trois personnes (en plus du conseiller juridique) qui participeront chacune à quatre réunions du Conseil et de trois personnes qui participeront selon que de besoin à la Réunion des Parties en décembre 09.

Tableau 1 : Budget prévisionnel des services fournis par l'Administrateur
1er juillet 2009 - 30 juin 2010
 (en dollars)

Services fournis par l'Administrateur	Budget approuvé Ex. 09	Estimation actuelle Ex. 09*	Projet de budget Ex. 10
Gestion financière	140 000	140 000	150 000
Gestion des placements	10 500	500	17 500
Gestion du programme**	198 600	198 600	180 000
Comptabilité et rapports financiers	147 500	147 500	55 000
Services juridiques	170 400	170 400	190 000

Audit externe	90 000	90 000	90 000
Déplacements	133 000	133 000	105 000
<u>Total partiel</u>	<u>890 000</u>	<u>880 000</u>	<u>787 500</u>
Monétisation des URCE	475 000	475 000	675 000
<u>Total</u>	<u>1 365 000</u>	<u>1 355 000</u>	<u>1 462 500</u>

* les montants définitifs seront arrêtés après la clôture de l'exercice de la BIRD (30 juin 2009).

** Désigné « Gestion des relations » dans le budget prévisionnel approuvé pour l'exercice 09-10

Tableau 2.

Renseignements complémentaires sur les dépenses liées à la monétisation des URCE (en dollars)

AFB/B.6/12	<u>Montant approuvé</u>	<u>Montant estimatif</u>
	Ex. 09	Ex. 10
Budget de l'Administrateur	475 000	675 000
Front office		360 000
Back office		108 000
Frais sur opérations de change		67 000
Frais juridiques		140 000
Frais de courtage		0
Nombre d'URCE vendues*	1 100 000	
Produit de la vente des URCE*	18 300 000	
Coût par tonne	0,43	
Coût en % des ventes	2,6 %	

* les chiffres correspondant au nombre d'URCE vendues et au produit de la vente n'ont qu'une valeur indicative car les ventes se poursuivent et les dépenses effectives pour l'exercice 09 seront confirmées après la clôture de l'exercice le 30 juin 2009.

Annexe XII

PROGRAMME DE TRAVAIL DU CONSEIL DU FONDS POUR L'ADAPTATION POUR 2009

Septième réunion: septembre 2009

- a) Examen et mise au point définitive des politiques et modalités opérationnelles régissant l'accès des Parties aux ressources du Fonds pour l'adaptation ;
- b) Examen et approbation du projet de rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation à la Réunion des Parties, en application du paragraphe 5.1 de la décision 1/CMP.3 ;
- c) Examen de la recommandation du groupe de travail sur les propositions concernant l'octroi de la capacité juridique et l'organisation des réunions du Conseil, et décision finale pour approbation par la Réunion des Parties ;
- d) Organisation de la cérémonie de remise de prix du concours de logo pour le Fonds pour l'adaptation ;
- e) Examen d'un projet de stratégie de communication pour le Conseil du Fonds pour l'adaptation et d'un projet de site Web pour le Fonds ;
- f) Examen et adoption du programme de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour 2009 ;
- g) Examen et adoption du texte de la lettre d'invitation adressée aux Parties admises à faire des propositions d'accréditation auprès du Conseil du Fonds pour l'adaptation ;
- h) Réflexion sur la nécessité de modifier le Règlement intérieur du Conseil du Fonds pour l'adaptation et formulation d'une recommandation à la Réunion des Parties ;

Huitième réunion

- a) Examen des procédures de monétisation des unités de réduction certifiée des émissions ;
- b) Examen et adoption du programme de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour 2010 ;
- c) Lancement du processus d'accréditation des institutions d'exécution nationales et examen des offres faites par des institutions d'exécution multilatérales.

Annexe XIII

NOTE DU PNUD

Cher Jan,

L'adaptation est une priorité essentielle pour les pays en développement, en particulier les pays les plus vulnérables et les moins avancés. Nous estimons que le Fonds pour l'adaptation peut contribuer pour beaucoup à fournir aux pays en développement les ressources nécessaires pour une bonne adaptation au changement climatique, aux termes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du protocole y afférent. Le PNUD a suivi avec le plus grand intérêt les débats du Conseil du Fonds pour l'adaptation à ses réunions précédentes.

À sa sixième réunion, qui se tiendra à Bonn du 15 au 17 juin 2009, le Conseil du Fonds pour l'adaptation examinera la question de l'élaboration de normes fiduciaires applicables aux institutions d'exécution nationales dans le cadre du mécanisme d'« accès direct ». Nous avons examiné le rapport établi par les consultants pour la réunion et noté son caractère novateur. Au cours des deux dernières décennies, le PNUD s'est employé avant tout à doter les institutions nationales des moyens d'élaborer et d'exécuter des projets et programmes nationaux et d'en assurer le suivi et l'évaluation. C'est précisément pourquoi le PNUD préconise la modalité de « l'exécution nationale ».

Nos conseillers pour le renforcement des capacités nationales, régionales et mondiales fournissent des conseils de politique générale, aident à effectuer des évaluations et mènent des initiatives de renforcement des capacités en Afrique (18 pays), dans les États arabes (8 pays), dans la région Asie et Pacifique (12 pays), dans la région Amérique latine et Caraïbes (7 pays) et dans la région Europe orientale/CEI (10 pays). Cette assistance vise à renforcer les capacités financières des institutions aux niveaux central, local et sectoriel, à fournir un appui aux mécanismes de coordination et de responsabilisation nationales, et à aider à mettre en place des systèmes de gestion de l'information. Cette aide au renforcement des capacités est fournie en combinant les compétences et l'appui des unités administratives du siège et des centres de services régionaux, et en faisant appel au réseau d'experts des bureaux de pays du PNUD. Le Programme utilise des stratégies novatrices qui combinent l'appui consultatif traditionnellement fourni par les services internes et de solides outils de gestion des connaissances. Il s'emploie également à promouvoir la coopération Sud-Sud et la transmission du savoir entre pairs.

En outre, le PNUD gère un vaste portefeuille de projets d'adaptation au changement climatique aux niveaux national, régional et mondial. Il finance actuellement 70 projets d'adaptation dans 66 pays, dont 70 % en Afrique et dans les petits États insulaires en développement. En collaboration avec les institutions spécialisées et d'autres partenaires, il appuie l'intégration des questions climatiques au processus de planification du développement et l'application de mesures pilotes d'adaptation dans des domaines tels que l'agriculture et la sécurité alimentaire, la qualité des ressources en eau, l'aménagement des zones côtières, la santé publique et la gestion des catastrophes d'origine climatique. Le PNUD a aidé les pays à obtenir 208 millions de dollars de financements multilatéraux et bilatéraux et a mobilisé plus de 172 millions de dollars à titre de cofinancement en faveur des pays en développement dans le cadre de ces projets d'adaptation. En collaboration avec ses bureaux de pays et les équipes de pays des Nations Unies, le PNUD aide les pays en développement à renforcer leur capacité d'adaptation à long terme.

Grâce à ses compétences de base en matière de renforcement des capacités, de réduction de la pauvreté et d'environnement, le PNUD est prêt à aider les institutions nationales à se doter des moyens de coordonner et gérer l'aide financière extérieure, et à élaborer et exécuter des projets et programmes d'adaptation ainsi qu'à en assurer le suivi et l'évaluation, suivant les principes de l'appropriation nationale et de l'harmonisation avec les stratégies et systèmes nationaux. Le PNUD est disposé, moyennant participation aux frais, à mettre ces compétences à la disposition des institutions d'exécution nationales souhaitant avoir accès aux ressources du Fonds pour l'adaptation, qui peuvent demander une assistance pour renforcer leurs capacités, mais aussi pour des questions d'intégrité financière, de transparence et d'auto-évaluation. Si le Conseil du Fonds pour l'adaptation en fait la demande, le PNUD pourrait lui présenter une proposition à sa prochaine réunion. À cette fin, le PNUD mobiliserait ses propres ressources pour préparer la documentation nécessaire, effectuerait des missions exploratoires et mènerait des consultations en étroite collaboration avec ses partenaires nationaux et autres.

Mme Bo Lim, conseillère spéciale pour le changement climatique, chargée des questions d'adaptation, de développement humain et de partenariats stratégiques auprès du Directeur environnement du PNUD, participera en qualité d'observateur du PNUD à la réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation qui se tiendra du 15 au 17 juin 2009. Elle peut fournir tout autre renseignement nécessaire.

Avec mes cordiales salutations.

Olav,

Olav Kjørven
Administrateur assistant et Directeur

Bureau des politiques de développement
304 East 45th Street, 10th Floor
New York, NY, 10017
Tél : 1-212-906-5705
Fax : 1-212-906-6754
<http://www.undp.org/policy>

